

Synthèse des Assemblées départementales des OSC

Du 16 au 22 mai 2026, une série d'Assemblées départementales s'est tenue dans le cadre du projet PROSS. Ces rencontres, organisées dans les dix départements du pays ainsi qu'au sein de la diaspora, ont constitué un espace de dialogue entre des leaders communautaires autour d'un objectif principal : discuter et évaluer la gouvernance de transition, de 2021 à aujourd'hui, en mettant en lumière les avancées, les limites et les perspectives d'avenir.

Participation par département

- Ouest : 46 participants
- Sud : 41 participants
- Sud-Est : 41 participants
- Nord : 35 participants
- Nord-Est : 45 participants
- Nord-Ouest : 43 participants
- Centre : 60 participants
- Nippes : 46 participants
- Artibonite : 21 participants
- Grand'Anse : 44 participants

Point discuté

Évaluation de la transition (2021-2026)

Constats

- Défaillance persistante de l'État.
- Absence d'un calendrier électoral malgré les promesses gouvernementales.
- Impact négatif des actions des gouvernements successifs sur la vie quotidienne de la population.

Analyses et évaluations

- L'assassinat du président Jovenel Moïse a été identifié comme un facteur majeur de l'insécurité et de la prolongation de la transition. Bilan mitigé des actions réalisées par le gouvernement.
- Réformes entreprises et écarts constatés avec les besoins réels de la population.

Alternatives formulées

- Redynamisation du processus électoral.
- Nécessité de freiner l'insécurité.
- Mise en place d'une dernière séquence transitionnelle (départ de l'équipe gouvernemental en place)
- Implication accrue de la société civile dans la mise en place de la séquence transitionnelle finale et l'organisation des élections.

Conclusion

L'absence d'un calendrier électoral demeure le principal point de blocage, renforçant l'idée que le gouvernement actuel n'a pas répondu aux attentes et a aggravé les difficultés de la population.

Les participants ont souligné, à l'unanimité, que la société civile doit s'impliquer pour favoriser un changement de la situation nationale.